Le maître de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il commande — Jacques Lacan

Lacan Quotidien

n° 708 – Lundi 29 mai 2017 – 08 h 44 [GMT + 2] – lacanquotidien.fr

---

Sommaire

IV, V, VI, cueillir des cerises…
par Philippe De Georges

La *Verleugnung* péroniste
par Esthela Solano-Suarez

L'ENTRÉE DE ZADIG EN ITALIE

L'Italie entre les Uns et l'Autre
par Francesca Biagi-Chai

Profaner Pasolini
par Luca Fazzi

Massimo pédagogue
par Jessica Jara Bravo

Lacan Cotidiano
Suplemento especial de Lacan Quotidien

Lacanomillerianos pendientes — Lito Matusevich
Sobre el triunfo de la religión — Carmen González Taboas
Resonancias en la NEL *(cont.):* Susana Dicker, Lorena Greñas
Efectos *d'École* y efectos *de colle* — Daniela Fernández
La herida y el cuchillo — Diana Paulozky
Hablar con propiedad — Jessica Jara
Herético — Gabriel Roel

IV, V, VI, cueillir des cerises…

par Philippe De Georges

« Le peuple français vote la liberté du monde ! »
Louis-Antoine de Saint-Just,
Discours sur la Constitution de la France,
à la Convention le 24 avril 1793.

Les dernières élections présidentielles ont vu refleurir un débat aussi vieux que la V^e^ République : la contestation de sa Constitution. Cette remise en cause repose sur un diagnostic, posé dès le projet de 1958 et amplifié avec le référendum du 28 octobre 1962 établissant l'élection du président au suffrage universel direct : la V^e^ serait un régime monarchique. Cette affirmation a été tellement répétée et reprise en boucle par les commentateurs, qu'elle passe pour une vérité première. D'où l'ampleur qu'a prise, surtout à gauche mais aussi dans les petits partis qui sont écartés du pouvoir, l'idée d'une réforme constitutionnelle. Ce projet porte un nom qui fait sauter ses supporters comme des cabris : la VI^e^ République ! Le chiffre masque une évidence : il ne s'agit de rien d'autre en effet que d'un retour à la IV^e^ République. En effet, si chacun y va de son ébauche, il s'agit bien de supprimer l'élection du président au suffrage direct, de confier à nouveau le pouvoir exécutif au président du Conseil (ou Premier ministre), issu et désigné par le parlement, et de rétablir le scrutin proportionnel, supposé permettre une représentation équitable des « familles » politiques.

Une coquetterie constitutionnelle

Le président nouvellement élu a tranché ce débat sans aucune ambiguïté : il compte bien instiller dans l'élection parlementaire une part de proportionnelle (tout en réduisant le nombre de députés), mais sans que ce mode de scrutin soit généralisé. Mais il n'entend pas toucher à la loi constitutionnelle, ni à la fonction présidentielle telle qu'elle a été adoptée sous de Gaulle. Son argumentaire est double : d'une part, il tient pour acquis que le système en vigueur de la Libération à 1958 a échoué, qu'il a rendu la France ingouvernable par son instabilité permanente, par le règne des partis et leurs manœuvres incessantes, et enfin qu'il a été massivement rejeté par le peuple français ; d'autre part, il soutient que la Constitution, telle quelle est, a fait preuve de son efficacité, permettant de mettre fin à la guerre coloniale dans laquelle le pays était enlisé et qu'aucun parti politique n'avait le désir ou le pouvoir d'arrêter, évitant la guerre civile et s'adaptant aux styles de sept présidents qui ont exercé le pouvoir très différemment. Qui plus est, cette règle du jeu est souple et il est tout à fait loisible de s'en servir en corrigeant les défauts que tel ou tel a cru bon de lui apporter.

Ce jugement sur la Constitution gaullienne mérite d'être discuté. En effet, l'examen des différentes présidences qui se sont succédées montre que la prétendue monarchie est en fait toute relative. À trois occasions, les électeurs ont poussé la démonstration aussi loin que possible en élisant un président sans lui donner une majorité parlementaire. Ainsi, le suffrage universel, loin de laisser le pouvoir se concentrer entre les mains d'un seul, a su jouer d'une coquetterie baroque de la Constitution (la dyarchie de l'exécutif, entre un président élu directement et un premier ministre chef de la majorité, responsable devant le Parlement) pour imposer un compromis que la bipolarité partisane empêchait : la cohabitation.

Limites du souverain supposé pouvoir

À de nombreuses reprises, l'opinion publique avait manifesté son souhait d'une gestion des affaires sinon consensuelle, du moins ni de droite ni de gauche, pour le dire vite. Or, ceux qui avaient porté ce projet avaient toujours été, soit broyés par le binarisme des alliances à la Chambre et renvoyés à un centre impossible, soit laminés par les appareils partisans, comme le fut Rocard à deux reprises. Pour échapper à la pesanteur des alliances, au mythe de l'inéluctable affrontement gauche contre droite, il apparaît qu'il faut disposer d'un charisme personnel, d'une volonté et d'une capacité de s'émanciper de la force des habitudes, dont seuls de Gaulle hier et Macron aujourd'hui ont pu témoigner.

On ne peut encore que constater que les mêmes qui dénoncent à longueur d'année les excès de la monarchie républicaine ne cessent pas de se plaindre (ou de jouir) de l'impuissance de chacun des présidents. Tous collectionnent les occasions de démontrer les limites, en effet bien réelles, du pouvoir du souverain supposé. Il faut dire que, pour s'en plaindre ou s'en réjouir, chacun est obligé d'admettre que le politique commande de moins en moins à l'économie et que le monde de la finance et des affaires se moque comme d'une guigne des États-nations d'hier.

La Constitution de 1958, revue en 1963, n'est même pas un système de type présidentiel, comme c'est le cas des États-Unis et, en Europe, du Portugal. C'est un système mixte, dont on pourrait dire au passage qu'il serait plus démocratique en adoptant les contre-pouvoirs qu'un vrai régime présidentiel impose. Le Parlement a un pouvoir législatif évident. Si le président peut le dissoudre en cas de conflit, ce qui permet aux électeurs de trancher le différend, il tient de la loi des responsabilités considérables qu'Emmanuel Macron semble vouloir augmenter, sans avoir besoin de changer de texte. Rien n'empêche en effet de lui confier un rôle de contrôle plus affirmé – rien sinon l'inertie et la facilité.

Or les pesanteurs que connaissent les deux chambres tiennent pour une bonne part à la professionnalisation des fonctions électives, que les partis n'ont aucune raison de vouloir freiner puisqu'elle constitue la source de leurs revenus et de leur pérennité. Cette professionnalisation passe par le cumul des mandats et par la transformation des partis en simples appareils de gestion et en écuries de candidats. Aussi peut-on se demander si insidieusement ne s'est pas mis en place un régime plus aristocratique que monarchique, avec une caste autoreproduite accaparant les postes et les maroquins. On sait que le risque du modèle aristocratique est le virage à l'oligarchie (1), qui est peut-être ce qui nous menace sous le nom de VI^{e} République.

Un équilibre entre le multiple et le Un

Un argument spécieux a été employé dans ces débats institutionnels : pourquoi la France ne pourrait-elle pas avoir le même système parlementaire que ses voisins européens ? On peut s'étonner que ceux qui en général prônent le repli sur l'hexagone et chargent l'Europe de tous nos maux veuillent que la France s'aligne sur d'autres États, où se démontre l'impossibilité paralysante à constituer des majorités stables. Faut-il envier la Belgique, l'Italie ou l'Espagne, qui ont pu rester sans gouvernement pendant des temps trop longs pour que des mesures énergiques puissent être prises, ou qui voient les gouvernements se succéder au gré du caprice de formations aussi minoritaires qu'indispensables et plus soucieuses de leur survie que de l'intérêt général ? Comment ne pas voir que dans de nombreux cas, le parlementarisme s'impose du fait que le régime est une monarchie constitutionnelle, avec des rois de droit divin, se succédant héréditairement, sans pouvoir exécutif vrai, en Espagne, en Belgique, en Suède, au Danemark, en Hollande ? Comment ne pas se souvenir que l'Allemagne et l'Italie (sinon l'Espagne), républiques et nations récentes, ont des raisons propres et profondes de vouloir se garder du pouvoir d'Un, qui a pris chez eux la forme de la tyrannie ? Comment ne pas tenir compte enfin du fait que le problème de la représentativité a miné la République en France depuis sa première proclamation ? Le régime actuel semble avoir à peu près trouvé un point d'équilibre entre le multiple et l'Un.

Faut-il encore rappeler que le supposé monarque de l'Élysée a un champ de pouvoir de plus en plus limité par les instances supranationales, que nous avons choisies pour assurer la paix continentale et peser dans le monde, et par la décentralisation interne d'inspiration girondine ? En outre, l'emprise du politique sur le monde économique et les échanges financiers se réduit de jour en jour.

Respect pour le peuple souverain

L'usure du système a eu un effet imprévisible : tous les efforts des partis pour se relégitimer ont échoué lamentablement. Obligés de constater leur incapacité à produire en leur sein des idées politiques, ils ont remis cette tâche, qui justifiait leur existence, à des *think tanks*. Leurs machines révélaient ainsi leur complète vacuité et leur réduction à la lutte aveugle pour le pouvoir. Une idée venue de ces boîtes à penser a été précisément de recourir au dispositif des primaires, inspiré des États-Unis, pour sélectionner les champions que les partis ne savaient plus sécréter. Las, le procédé a eu son effet pervers : loin de promouvoir des candidats susceptibles de rassembler un autre électorat que l'électorat captif des partis, les primaires ont forcé le trait jusqu'à la caricature, mettant en selle des apparatchiks usés, ne représentant que la frange la plus radicale de leurs opinions respectives.

Dans le même temps, seuls les candidats affranchis des partis de gouvernement se sont montrés capables d'attirer à eux un électorat de conviction. Et c'est celui qui allait le plus loin dans le renouvellement qui a eu l'onction du suffrage universel…

En fait, les partisans du changement de Constitution, usant de tous les arguments que la mauvaise foi et la rouerie politicienne leur prêtent, nient simplement l'expérience. Car la recette qu'ils proposent a fait les preuves de sa nocivité. En même temps, ils témoignent d'une fétichisation de la règle du jeu, comme si une constitution n'était pas simplement cela : un mode d'emploi consenti pour une partie, qui est la régulation du débat d'idées, de l'échange démocratique et de la confrontation, puis un moyen de décider et d'agir.

En ce sens, toutes les constitutions peuvent avoir leurs raisons d'être, leurs avantages et leurs inconvénients. Rien ne permet d'affirmer en ce sens qu'un type de constitution est idéal, supérieur aux autres ou clairement plus démocratique. On peut cependant constater que le choix de tel modèle plutôt que tel autre correspond à l'histoire de chacun des pays concerné. Ainsi, les monarchies constitutionnelles ont-elles logiquement adopté le principe inventé par l'Angleterre, réduisant le roi a une figure permanente d'unité symbolique et confiant le pouvoir réel à un parlement constituant un

groupe aristocratique électif. Là où la culture du dialogue, de la cogestion et du compromis le permet, les assemblées sont le cadre « naturel » de la négociation et du débat public. Les pays qui ont eu à subir des dictatures ont écarté toute concentration du pouvoir dans les mains d'un seul homme, tandis que la France, habituée aux jacqueries et aux frondes, à la discorde et aux chicaneries, a expérimenté l'intérêt d'incarner son unité problématique dans la figure d'un président élu.

À chaque fois, la question est de savoir quelle finalité a la structure adoptée. Il faut ainsi se souvenir des puissantes motivations qui ont animé les pères fondateurs de la Constitution états-unienne, eux qui avaient le souci d'innover, en s'inspirant de Montesquieu et en inspirant Condorcet et Brissot : il s'agissait tout simplement de fonder une communauté d'hommes libres qui ne risqueraient pas de retomber sous le joug d'un roi tel qu'ils en avaient connu un. Et c'est pourtant un système clairement présidentiel qu'ils ont adopté, mais en ayant le souci de rapprocher l'exercice du pouvoir au plus près du citoyen, par l'élection générale, les pouvoirs locaux et les États fédérés, dotés d'un parlement et d'un gouvernement autonome, la multiplication des contre-pouvoirs parlementaires et les recours à des instances judiciaires.

Ce qui vaut pour Jefferson, Paine, Pierce et Franklin ne vaut pas mécaniquement pour un de ces pays du vieux continent qui s'est construit bien autrement. Mais ici comme là les questions de fond portent sur les équilibres entre pouvoirs et contre-pouvoirs, citoyens, État et corps intermédiaires, pouvoirs indépendants les uns des autres, partage entre l'un et le multiple, mode de choix et de contrôle des mandats exercés, et recours en dernier au peuple souverain, auquel on ne connaît pas – quoiqu'on dise – d'alternative digne de respect.

Rien n'interdit de penser que les règles actuelles ne puissent se prêter à un usage apaisé et à un élargissement des pratiques démocratiques, pour peu qu'on en ait la volonté.

1 : Polybe, *Histoires*, cité par Jean-Claude Milner, in *Relire la révolution*, Verdier, 2016.

La *Verleugnung* péroniste

par Esthela Solano-Suarez

Le 24 Mars 1976, une junte militaire usurpa le pouvoir en Argentine, instaurant une dictature criminelle et sanguinaire qui, au cours de sept longues années, sema la mort, pratiqua des séquestres et des tortures infâmes, faisant disparaître toute une génération d'argentins, et plus encore. Des disparitions radicales, puisque, dans la plupart des cas, les cadavres des victimes ne furent jamais retrouvés. L'autoproclamé Processus de Réorganisation Nationale avait été instauré avec pour objectif d'éliminer de la face de la terre la « subversion apatride ».

Lever le voile de l'oubli

On ne peut pas oublier cette horreur. Jamais. Et le devoir de mémoire relatif à cette page infâme de l'histoire qui s'est écrite avec le sang de tant d'argentins, est bien plus que légitime. Le gouvernement péroniste des Kirchner a été très actif en ce sens, en ce qui concerne la mémoire, mais une part d'oubli m'a toujours questionnée. En effet a prédominé et prédomine toujours un silence absolu, persistant, insidieux et consistant, relatif à la répression et à l'extermination des opposants, à l'élimination physique de milliers de personnes, dans la période qui précéda la répression militaire criminelle, celle qui eût lieu durant les années du gouvernement péroniste, entre 1973 et 1976.

Levons donc ce voile. Il se fait que je me suis retrouvée *golpeada*, sous le coup de cette vague de répression. Reprenons les faits.

Perón s'exila en 1955, destitué par une dictature militaire, et le parti péroniste fut proscrit depuis lors jusqu'en 1973. Au cours des décennies de 1960 et 1970, se répandit en Argentine, comme dans d'autres pays occidentaux, le rêve révolutionnaire, guévariste, maoïste, trotskiste, au sein de mouvements de libération régionaux sous l'influence de Che Guevara. Au cœur de ces mouvances sont apparues des tendances favorables au modèle de lutte armée des guérillas. Dès la fin des années soixante, depuis l'exil où il se trouve, Perón encouragea l'aile des jeunes péronistes à se tourner vers la lutte armée, créant très probablement de cette façon un instrument de pression sur la dictature militaire, et attirant du même coup, au sein du péronisme, un courant important parmi les jeunes. Parmi ces organisations, les plus connues sont celles des Montoneros, mais on peut aussi citer les Forces Armées Révolutionnaires (FAR), les Forces Armées Péronistes (FAP) et les Forces Armées de Libération (FAL). La tendance marxiste et guévariste forma, elle, son bras armé dans l'alliance avec l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP), de tendance trotskiste.

Il se trouve qu'alors, la dictature appelée « Révolution Argentine », issue du coup d'état militaire de 1966, finit par céder face aux fortes mobilisations populaires – il suffit de rappeler ici le Cordobazo de 1969 –, et aux protestations sociales, ainsi que sous les actions armées fomentées par les organisations susmentionnées. Et, en 1973, la dictature décida de passer à une nouvelle période constitutionnelle par un processus électoral. Perón fut la pièce maîtresse de ce revirement, car les militaires considérèrent que celui-ci leur servirait de barrière de contention et de pacification.

Quand le péronisme fut appelé à sortir de l'exil, il existait déjà deux courants en son sein : un courant essentiellement constitué par les jeunes radicalisés de la Jeunesse Péroniste, par des organisations armées, des syndicalistes et des intellectuels de gauche ; et un autre courant, de droite, représenté par la Confédération Générale du Travail, ramification où convergeait aussi une partie de l'extrême-droite péroniste, nationaliste et anti-communiste.

Dès lors, avec la légitimation effective du parti et la possibilité d'une nouvelle victoire électorale, un grave conflit se fit jour entre les différents courants, allant même jusqu'à des pratiques d'épuration à l'initiative de Perón lui-même.

Jeu de massacre et chasse aux sorcières

Le premier évènement sanglant est connu sous le nom de « massacre d'Ezeiza », le 20 juin 1973. Perón rentrait au pays après dix-huit ans d'exil. Une foule immense de trois millions de personnes, composée de péronistes et non-péronistes, attendait anxieusement son arrivée, et voulait absolument écouter son discours. C'est alors que la fête se transforma en massacre. La droite péroniste commença à tirer dans la foule avec des rafales de mitraillettes. Qui visaient-ils ? Visiblement l'aile gauche des péronistes, les Montoneros ! Mais, en fait, leurs balles éclaboussèrent de tous côtés. Présente ce jour-là je fus témoin direct de ce massacre. Ce fut une horreur totale. À partir de ce jour-là, on prit la mesure de ce qui adviendrait, et qui allait prendre la forme de commandos para-policiers sous le nom d'Alliance Anticommuniste Argentine.

L'orientation que Perón va donner à partir du moment inaugural de ce massacre, est parfaitement claire : d'un côté se trouvaient les argentins patriotes et, de l'autre, les ennemis de la patrie. Et là, au sein de son parti, « l'épuration » commença.

Il s'agissait d'éliminer ceux qui étaient supposés collaborer avec la CIA et à l'impérialisme, ou pour le dire autrement, ceux qui soutenaient des idéologies contraires au sentiment national et qui étaient désignés comme « l'ennemi intérieur ». Au même moment, l'affrontement brutal entre les deux ailes du péronisme donna lieu à des règlements de comptes et des exterminations réciproques : le principal dirigeant syndical de la CGT, José Ignacio Rucci, fut assassiné par des Montoneros, et, juste le lendemain, fut également assassiné un militant de la Jeunesse Péroniste, Enrique Grynberg.

Tout juste élu président avec 62% de voix, Perón signa, le 1er octobre 1973, un « Document réservé » qui fut rendu public dans la presse le lendemain même. Il s'agissait de différencier marxisme et péronisme, et les militants étaient priés de se manifester et de choisir obligatoirement leur camp, en prenant position clairement.

« […] Les orientations et directives qui émanent du Général Perón concernant l'ordre partidaire ou le fonctionnement du gouvernement seront prises, diffusées et soutenues sans hésitations ni discussions d'aucun type, et ceci, avec l'authentique expression de la verticalité avec laquelle nous acceptons les péronistes » (1).

Il faut ajouter que le gouvernement et les autorités participèrent activement de cette lutte, s'associant aux forces de l'ordre de l'État afin « de contrecarrer les plans de l'ennemi et de le réprimer avec vigueur ».

On désignait par « marxisme subversif » l'ennemi qui devait être éliminé à l'intérieur et à l'extérieur du parti. C'est à cette époque que commença la chasse aux sorcières. Un système de renseignements fut mis en place pour servir la répression. La population fut invitée à informer les forces de l'ordre sur toute activité suspecte, tant de la part de groupes que de personnes seules. Les délations se mirent à pleuvoir, chacun pouvant se venger de son voisin ou de son rival au travail, en le dénonçant.

Pour mener à bien cette politique tous les moyens légaux prévus constitutionnellement furent employés, et instrumentalisés, comme l'intervention de syndicats et d'universités, l'intervention des cours de justice et des gouvernements provinciaux. Et par ailleurs des groupes de répression para-policiers furent armés.

Triple A

Un monstre criminel fut engendré au cœur du gouvernement péroniste, par Perón lui-même, sous le nom d'Alliance Anticommuniste Argentine, connu aussi sous le nom de Triple A, organisation armée créée à partir du ministère du Bien-Être sous l'égide du ministre López Rega, secrétaire particulier et main droite de Perón. Pour assurer le Bien-Être de tous, il fallait, non sans cynisme, éliminer des citoyens issus de l'aile gauche du péronisme comme du reste du secteur politique non-partidaire. Ainsi des milliers d'argentins, syndicalistes, travailleurs, politiques, parlementaires, avocats de prisonniers politiques, intellectuels, journalistes et jusqu'à des fonctionnaires du gouvernement furent séquestrés et assassinés, en plus des nombreux attentats provoqués par l'explosion de bombes et des arrestations. Cette vague de répression provoqua l'exil de nombreux hommes politiques, syndicalistes, artistes, intellectuels et scientifiques.

Avec la publication *El Caudillo,* porte-parole officiel du Triple A, on proclamait officiellement que « le meilleur ennemi est un ennemi mort » (2).

Puis Perón mourut, mais le monstre paré des trois lettres du Triple A, lui, survécut. Aux arrestations et assassinats s'ajoutèrent progressivement la perte des libertés démocratiques et la disparition de l'état de droit, au nom de la défense de la patrie. Pour éradiquer la subversion de « vendre sa Patrie » s'imposa un régime de terreur avec militarisation du territoire, peine de mort, jugement sommaire et état de siège, qui ne prit fin qu'avec le retour de la démocratie, en 1983.

Les tueries continuérent

C'est cette page-là qui a été effacée et arrachée du livre, tout ce qui arriva entre 1973 et 1976. Personne ne se souvient de cette période. Personne ne veut se rendre compte que la dictature militaire qui a pris les rênes de la répression en 1976 avait déjà le chemin préparé. Que les listes des ennemis qui devaient être éliminés étaient déjà confectionnées, que l'organisation d'élimination d'opposants était déjà en marche, et que « l'ennemi » était déjà tout désigné.

Les militaires avaient parié sur un bon coup stratégique : sortir Perón d'exil et lui remettre le sceptre présidentiel pour qu'il effectue « la pacification » du pays. Il a servi d'instrument à ce dessein !

C'est partant de cette perspective qu'on peut relire qui était Perón. C'est du point nodal de sa mort, qui le soustrait définitivement à la scène politique, que nous le voyons disparaître les mains maculées de sang. Surgit alors sans masque le côté obscur du leader charismatique, qui démontre en acte son véritable rôle. Mais, en ce lieu un fétiche est venu boucher le trou.

Ceux qui encore aujourd'hui soutiennent un sentiment péroniste, nient, dénient, excluent et n'admettent aucune critique ou controverse concernant le Général ou le courant politique et idéologique qu'il engendra. Les *muchachos* péronistes préfèrent continuer à croire dans ce rêve qu'on nous a inoculé dans notre enfance à force de propagande et d'unification de la pensée. Ils ont incorporé ces S1, signifiants-maîtres, et les maintiennent vivants encore aujourd'hui, avec une ferveur aveugle.

Que les « jeunes péronistes », fanatiques, encore obéissants à cet homme et ses semblants, persistent dans la dénégation, même devenus psychanalystes, n'est pas un détail superflu. On suppose habituellement qu'une analyse permet de s'extraire de l'aliénation à des signifiants qui nous pétrifient et nous enferment dans des identifications qui rendent impossibles de penser contre le discours courant. Et s'il n'en est pas ainsi, un nouveau tour d'analyse s'impose pour éclairer la jouissance qui les habite.

1 : « Document Réservé », Conseil Supérieur Péroniste, *La Opinión* du 2/10/1973
2 : Cité par Marina Franco, Université Nationale de San Martin/ CONICET, *A contra-corriente,* Vol. 8, n° 3, 2011

Traduction Marie Christine Giust

L'ENTRÉE DE ZADIG EN ITALIE

L'Italie entre les Uns et l'Autre

par Francesca Biagi-Chai

L'aphorisme « Il faut que tout change pour que rien ne change », prononcé par Tancredi, conclut l'ouvrage de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*. Ce jeune noble reste passif alors que l'aristocratie s'effondre et que l'Italie, par la voie du *Risorgimento* est en train de naître. La postérité lui donne-t-elle raison ou tort ? On pourrait se le demander : y a-t-il une identité italienne ? Y a-t-il même une nation italienne ? Est-elle réellement une et indivisible ?

Cette interrogation, simple et banale pour les pays qui ont derrière eux des siècles d'histoire, capte immédiatement le sourire ironique de tout Italien. Il vous dira : « Dès le départ, il y a eu, et il y a au minimum, l'Italie du Nord et l'Italie du Sud, l'Église, l'État et la Mafia ». Le rattachement du Sud pour former l'unité italienne ne s'est pas fait sans violence, les piémontais garibaldiens étant venus conquérir le sud de la péninsule. Et la violence n'a pas été moindre entre l'Église et l'État. La prise de Rome en 1870 qui conduisait à l'annexion de la ville à l'Italie, déclencha des hostilités en règle. Bien que l'État ait garanti le maintien de certaines propriétés, une grande liberté d'actions et de mouvements et l'extra-territorialité pontificale, une bataille rangée allait durer jusqu'aux accords du Latran. Pie IX excommunia une grande partie des membres du gouvernement, il interdit aux fidèles de participer à la vie politique de l'État. En parallèle, une campagne anticléricale se déchaîna, où l'on vit des caricatures montrant le visage d'un Pape, la bouche grand ouverte engloutissant des rangées de fidèles qui s'y précipitaient, accompagné de la phrase de saint Marc « Laissez venir à moi les petits enfants ». Le cortège funèbre de Pie IX fut même attaqué par des manifestants ! Qui imaginerait cela dans l'Italie d'aujourd'hui ? L'Italie était, à ce moment-là au moins, bicéphale.

La combinazione

Entre ces deux discours que tout opposait, favorisée par la pauvreté économique croissante, allait naître la mafia, sicilienne à l'origine, redoublant l'isolement et l'abandon des plus pauvres. Ses caractéristiques étaient déjà bien modernes, en imposant l'achat d'une « protection » contre un mal dont elle est la cause : une loi du marché implacable et meurtrière. L'Italie avait son troisième pied. Un quatrième, moins consistant, a été selon les régions, le socialisme ou le communisme. On peut les mettre au compte de la laïcité de l'État et face aux mouvements catholiques sociaux, ils ont fait leur entrée au Parlement dans cette monarchie constitutionnelle. L'Italie avait un territoire, elle aura un drapeau, un hymne, une armée. On entend résonner la phrase du père Ubu reprise par Lacan : « Vive la Pologne, car s'il n'y avait pas de Pologne, il n'y aurait pas de Polonais ». Jamais cette boutade n'aura mieux convenu et n'aura été plus perceptible, qu'à propos de l'Italie et de ses contradictions. On y entend « le rapport d'extériorité du signifiant-maître » (1), sa disjonction d'avec les liens que les hommes tissent entre eux pour faire société. Comme le disait Massimo d'Azeglio, « l'Italie a été faite, il faut faire les Italiens » (2). Mais y a-t-il à l'horizon, pour l'Italie fragmentée, la perspective de l'unité ?

L'équilibre est bancal, mais les piliers sont solides. « Il y a dans ce pays beaucoup de politique et peu d'État », affirmait Galli della Logia. Comment mieux définir la fameuse *combinazione*, l'art de la combine, si difficile à comprendre pour qui n'est pas italien ? Elle est faite du hasard heureux dont on sait se saisir, de la discussion et de la négociation qui le précède, le construit ou l'accompagne. C'est une autre conception de la stabilité institutionnelle.

Le régionalisme

Les institutions, santé, culture, justice, etc., sont différemment représentées dans les régions, où leur pouvoir s'entremêle et se superpose à celui de l'État. Les régions jouissent d'une marge d'autonomie certaine, fixée cependant dans et par la constitution, leur liberté n'est pas moindre par rapport à l'État. Le président de région est élu tous les cinq ans au suffrage universel… régional.

L'Autre de l'État, l'Autre social comme il arrive qu'on le dise, ne trouve en Italie aucun écho. Il est pluralisé par la somme et les entrelacs des histoires locales, il est modifié, relativisé par l'ensemble des jurisprudences qui règlent la vie, les droits et les devoirs des citoyens.

Inversement proportionnelle à la faiblesse institutionnelle de l'État, on retrouve une rigueur qui vire au rigorisme. C'est en effet essentiellement par la surveillance des finances que l'État exerce son pouvoir, en particulier la surveillance des associations par le biais de la lutte antimafia. Aucun échange d'argent sans un ticket en contrepartie n'est possible – ceux qui ont fait le moindre achat en Italie, au marché ou en magasin, le savent, on les poursuit avec le ticket de caisse jusque sur le trottoir. L'inspection des finances veille et le client comme le marchand risquent une contravention immédiate.

Qu'est-ce qui cimente ?

Alors qu'est-ce qui fait ciment pour les Italiens en dehors du signifiant Italie ? C'est sans aucun doute la religion. C'est la morale chrétienne qui donne la tonalité générale du pays, qui résonne en son fond et sert de guide de manière plus ou moins insidieuse. La grande solidarité promue par la religion chrétienne permet des inventions et des aides efficaces. Les hôpitaux psychiatriques par exemple, ont pu fermer leurs portes, les patients ont été accueillis dans les couvents. Les associations caritatives et les communautés sociales de la loi 180 ont vu le jour. Mais cela a un prix et se fait au détriment d'un suivi éclairé, personnalisé, singularisé que la psychiatrie pourrait faire valoir.

Les lois de l'État sont peu progressistes (le divorce n'existe pas, le Pacs a eu du mal à s'installer), elles épousent le moralisme latent du pays. L'État peut faire preuve de qualité humaine, notamment dans l'accueil des migrants – accueil à Lampedusa qui fait à la fois l'admiration et révèle le point de souffrance de l'Europe. C'est aussi bien hélas, le point d'appel des mafias les plus cyniques, les scandales éclatent, mais on ne peut que constater que l'État a toujours été impuissant à lutter contre ce fléau. L'église de son côté, n'a jamais franchement exclu les mafieux notoires. Plus encore, on se souvient de l'enterrement du chef de la mafia Casamonica à Rome en août 2015. Son portrait ornait l'entrée de l'église, son carrosse y conduisit le cercueil au son de la musique du Parrain, tandis qu'un hélicoptère déversait sur la foule des pétales de roses. Une scène de cinéma, pourrait-on dire. Plutôt une triste réalité qui n'a d'autre statut que celui d'une anecdote dans les journaux, produisant çà et là quelques mécontentements, mais certainement pas une indignation républicaine.

Certes en 2014, un petit pas a été fait par le Pape François, qui dans son souci de transparence, sortit d'un silence prudent en disant que la mafia n'était pas « en communion » avec Dieu. La mafia certainement, mais on trouvera bien quelqu'un pour expliquer qu'il y a erreur sur la personne de certains mafieux.

L'Italie est donc ce pays où tout se trouve, où tout se côtoie, sans produire aucun réveil. Récemment, un millier de personnes a rendu hommage aux soldats de la République de Salo en exécutant le salut fasciste. Quelques temps après, un prêtre et une soixantaine de personnes ont célébré comme héros un jeune délinquant d'extrême droite tué lors d'un braquage en 1977, en exécutant le même salut romain.

Quand l'Italie, dans sa crise économique, dans ses difficultés, a fait appel à l'Autre de l'État, un Autre fort, c'est le fascisme qui a répondu. « Aucun doute, avait précisé Mussolini dans son fameux discours du Bivouac (3), que durant ces derniers jours un pas gigantesque vers l'unification des esprits a été franchi. » Mussolini est venu incarner cet Autre, se faire prendre pour l'Autre de l'Autre qu'il n'y a pas, incarner comme dit Lacan dans *L'envers de la psychanalyse*, « la canaille » : « Toute canaillerie repose sur ceci, de vouloir être l'Autre, j'entends le grand Autre, de quelqu'un, là où se dessinent les figures où son désir sera capté » (4).

Et la psychanalyse en Italie ?

Parler de la psychanalyse en Italie c'est nécessairement faire référence à la « Note italienne » (5), lettre que Lacan adresse en 1973 au groupe italien constitué de trois personnes, en leur proposant peut-on dire, la seule chose qui vaille contre la canaillerie : l'École et le recrutement des psychanalystes par la passe. Au regard du kaléidoscope italien que nous venons d'illustrer, on comprend mieux la valeur, l'intérêt et la fonction de la passe dans la constitution d'une École : elle fait de l'Un à partir du multiple. L'École sera fondée non pas à partir d'un Signifiant-Maître, mais à partir d'un résultat de l'expérience, c'est-à-dire du réel. La passe inverse en ce sens le système de production de l'identité italienne : l'identité de la psychanalyse passe par ses psychanalystes, un par un, et non pas par le signifiant qui s'imposerait comme maître.

Jacques-Alain Miller dans « La théorie de Turin » (6) établit les fondements nécessaires à ce *work in progress* qu'était la constitution d'une École italienne. « La fondation effective (soulignons ce mot effective) d'une École lacanienne en Italie n'est pas une affaire bureaucratique destinée à être réglée par un petit nombre réuni à l'écart, un conciliabule des chefs. Elle entre dans un processus de formation dont le concept même comporte qu'il se déroule « à ciel ouvert » parce qu'il doit être subjectivé par une communauté qui ne peut se constituer que dans le mouvement même de cette subjectivation. […] C'est le paradoxe de l'École, et son pari – qui suppose en effet qu'une communauté est possible entre des sujets qui savent la nature des semblants, et dont l'Idéal, le même pour tous, n'est pas autre chose qu'une cause par chacun expérimentée au niveau de sa solitude subjective, comme un choix subjectif propre, un choix aliénant, voire forcé, et impliquant une perte. »

Certains ont pu choisir la voie solitaire de l'Un tout seul, ils ont pu trouver dans la mosaïque italienne une place de premier ordre en développant les thèses psychanalytiques comme autant de savoirs exposés. Mais nous l'avons vu, le statut du maître en Italie est « géolocalisé » ! Les discours tournent court, surtout pour celui qui se présente isolé. Il revient à l'École de continuer le sillon ouvert en préservant « son inconsistance comme son bien le plus précieux, son agalma » (7). Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'ait pas à se faire connaître. Gageons qu'il lui arrivera de le faire sur un mode inédit, impossible à négativer.

1 : Miller J.-A., « Du symptôme au fantasme, et retour », cours du 23 février 1983, inédit.
2 : « *Fatta l'Italia, bisogna fare gli italiani* »
3 : Discours prononcé le 16 novembre 1922
4 : Lacan J., Le Séminaire, livre XVII, *L'envers de la psychanalyse*, p.68
5 : Lacan J., « Note italienne », *Autres écrits*, Paris, Seuil, 2001.
6 : Miller J.-A., « Théorie de Turin sur le sujet de l'École » Intervention au 1er Congrès scientifique de la *Scuola lacaniana di Psicoanalisi* (en formation) le 21 mai 2000, *La Cause freudienne* nº 74, 2010.
7 : *Ibid.*

Profaner Pasolini

par Luca Fazzi

Dans un article paru le 10 juin 1973 dans le quotidien *Il Tempo*, Pier Paolo Pasolini écrivait que, ce que nous sommes en train de vivre, ce n'est pas un changement d'époque, mais une tragédie. La tragédie dont parlait Pasolini est le vide de valeurs dans lequel la société de consommation était en train d'abîmer l'humanité populaire qui, dans son quotidien le plus banal, était habituée à une façon de vivre qui se centrait encore autour du fait de se sentir appartenir à une communauté. Sous les yeux de Pasolini se profilait déjà la terrible tragédie due à l'avènement des télévisions commerciales, du consumérisme, de la politique à genoux devant le dieu argent. Des Craxi, des Berlusconi et aujourd'hui de leurs épigones parmi les jeunes parvenus : les Renzi, les nouveaux Piddini, les politiciens qui passent leurs soirées sur les plateaux de télévision à parler de problèmes qu'ils ne connaissent pas, qu'ils ne comprennent pas et qu'ils ne sont nullement intéressés à approfondir.

Si Pasolini pouvait écrire aujourd'hui son sentiment d'amer désenchantement face au vide de valeurs qui s'est imposé dans les institutions politiques, dans les systèmes de pouvoir et dans les différents cercles de la société italienne dans son ensemble, cela résonnerait sûrement encore bien davantage dans sa dimension dramatique et abyssale. Si aux puissants qui gouvernent, « on leur enlevait leur masque, il ne resterait plus rien. Sous les masques, il n'y a aucun visage, il n'y a pas même des os, encore moins des personnalités et des cerveaux ».

Donner à l'école de formation politique du Parti Démocrate le nom de Pier Paolo Pasolini est tout simplement, quand on relie ses mots, quelque chose de terrible, une profanation pleine et entière. Pasolini n'aimait pas les partis politiques qu'il considérait comme des contenants imperméables qui étouffaient la créativité et la spontanéité des individus. Il observait avec une certaine suspicion ceux qui étaient au pouvoir, et avec un mépris certain les intellectuels organiques qui, adossés au puissant de passage, tiraient profit de chacun en chantant ses louanges ou en louant son action. Même après sa mort, rares sont ceux qui l'ont vraiment aimé, et le monument à l'Idroscalo d'Ostie, là où il a été assassiné le 2 novembre 1975, est le miroir vivant, par son état de dégradation, de combien sa personne est encore aujourd'hui totalement transparente pour le pouvoir politique et les puissants qui s'y succèdent.

Massimo Recalcati, personnage assidu d'un milieu qui représentait pour Pasolini l'instrument de la destruction des valeurs de la sociabilité populaire – la télévision – a consigné dans une introduction programmatique le fait de prendre pour but de la nouvelle école du parti cette « juste verticalité de la pensée » qui est « la condition nécessaire pour rendre l'action politique plus incisive ». Recalcati se prémunit en avisant les lecteurs du manifeste que les enseignants de l'école sont des intellectuels reconnus et des personnalités de premier plan du Pd, qui se sont distingués par l'originalité de leur pensée et de leurs enseignements, « des forces intellectuelles libres, nullement attachés à des appareils idéologiques, et authentiquement laïcs ».

Qui sait ce que pourrait bien penser Pasolini de ce type d'appropriation indue et outrageante de sa figure et de son nom, utilisés pour justifier la verticalisation d'une pensée dont il revendiquait au contraire que, pour être authentique, elle devait venir du peuple. Peut-être bien délégitimerait-il tout simplement les paroles de Recalcati, comme étant l'effet de la

soumission des intellectuels organiques au pouvoir. Ou peut-être se souviendrait-il encore une fois qu'il faut toujours se demander ce qui est le plus scandaleux : « si c'est l'obstination provocatrice des puissants à vouloir rester au pouvoir, ou si c'est la passivité apolitique d'un pays qui accepte sans barguigner leur présence physique indéboulonnable ».

Dans l'une de ses plus belles photos, on observe la scène où ce grand écrivain et poète du Frioul vêtu d'une veste, d'un pull-over et d'une cravate, dans un geste sublime, shoote dans un ballon. Il a les bras grands ouverts comme les ailes d'un albatros et les poings fermés. Le football représentait pour lui ce sens de l'horizontalité populaire qui irradie la verticalité de la pensée hiérarchique et autoritaire qui est en train de saupoudrer le pays de la pourriture culturelle qui alimente le vide.

Pasolini bat Recalcati 10 à 0.

Traduction Marie Christine Giust

Première publication : *Il Fatto quotidiano*, le 15 avril 2017, *Lacan Quotidien* n°707

Massimo pédagogue

par Jessica Jara Bravo

Massimo Recalcati, à la fin de son livre *Le Complexe de Télémaque* (1), signale que ses héros d'enfance étaient Jésus et Télémaque.

Ainsi il déclare :

1. avoir rompu brutalement son rapport à l'école pour se dédier corps et âme à « l'activisme politique » – la politique lui semblait une expérience de « résurrection du désir »,

2. que son père se dédiait à « lire et guérir » les feuilles (2).

Sur le point 1 : il l'a fait et il est entrain de le répéter.

Sur le point 2 : il ne s'est pas libéré de son désir de guérir, de sauver ; son style est celui du pédagogue, c'est pourquoi il n'a pas pu résister au signifiant « Pasolini ».

Pasolini – particulièrement son dernier film *Salò ou les 120 journées de Sodome* – est une des références principales de M. Recalcati dans cet ouvrage ; il l'associe à la longue nuit des prétendants, dans l'*Odyssée*.

Guayaquil, République d'Équateur, le 26 mai 2017

Traduction Valeria Sommer

1 : Recalcati M., *Le Complexe de Télémaque,* Paris, Ed. Odile Jacob, 2015.
2 : Le père de M. R. était horticulteur.

Lacan Cotidiano

El amo de mañana, comanda desde hoy — Jacques Lacan

nº 3

SUMARIO

Lacanomillerianos pendientes — Lito Matusevich
Sobre el triunfo de la religión — Carmen González Taboas
Resonancias en la NEL *(cont.):* Susana Dicker, Lorena Greñas
Efectos *d'École* y efectos *de colle* — Daniela Fernández
La herida y el cuchillo — Diana Paulozky
Hablar con propiedad — Jessica Jara
Herético — Gabriel Roel

Lacanomillerianos pendientes

Lito Matusevich*

Querido JAM,

Usted escribió que en la EOL había los de transferencia negativa y los aduladores, quiero extender esa lista. Estamos los lacanomillerianos pendientes, creo que la mayoría y, también, los ortodoxos dependientes, los menos.

¿Cómo somos los lacanomillerianos pendientes?

Somos los que siempre estuvimos pendientes de los textos de Lacan y Miller, convencidos que el psicoanálisis debe reformularse para que permanezca vivo, tomemos como ejemplo a Lacan en el *Seminario 24:*

> *"Sr. Z. — Yo también lo creo, pero la vía no pasa por el proceso de lo simbólico. Esto no es para poner en duda o en falta su enseñanza...*
> *Dr. Lacan — No hay ninguna razón para que no se ponga mi enseñanza en falta.*

Trato de decir que el arte está más allá de lo simbólico". (1)

Por eso nos declaramos parte de una herejía. Hay que tener en cuenta que ellas hacen escuela, basta recordar dos de las que Lacan nombró: el catarismo y el jansenismo.

También somos los que, imantados por los textos de Lacan, buscamos en la teoría del azar, que nos mostraba qué es la repetición y cómo en ella se repite la diferencia en relación a la cosa perdida, y por la lingüística estructural, que nos daba una base lógica que iluminaba nuestra práctica, leer a Hegel y muchos otros. La lista sería larguísima: teoría de conjuntos, de grupos, de juegos, junto a la apuesta de Pascal etc., para poder dar cuenta de nuestra práctica.

Parecía que una ortodoxia lacaniana se había constituido en París cuando Lacan dice:

> *"Y no es que no se lo conceda con todo gusto cuando se trata de la poesía, a propósito de la que esgrimió este argumento. Pero si se considera todo lo que, de la definición del lenguaje, se desprende en cuanto a la fundación del sujeto, tan renovada, tan subvertida por Freud hasta el punto de que allí se asegura todo lo que por boca suya se estableció como inconsciente, habrá entonces que forjar alguna otra palabra, para dejar a Jakobson su dominio reservado. Lo llamaré la lingüistería".* (2)

"¡Herejía!", gritaron los que habían hecho de la primera enseñanza de Lacan una ortodoxia. Así comenzó la difamación de Lacan que cuestionaba su supuesta ortodoxia y quizá fue el principio de lo que acabó en 1980 con la di-solución.

La misma pasión es la que tenemos con sus Seminarios, escritos, y conferencias, los lacanomillerianos pendientes. Usted aclara, no de forma tan clara (me alegra) el último tramo de la enseñanza de Lacan.

En su seminario *El ser y el Uno* y, en las tres últimas conferencias dadas en el marco de la AMP, usted, cuestionó la noción de causa, reformuló el deseo del analista, demostró cómo el cuerpo pertenece a lo real y lo hizo a partir de una lectura diferente de Descartes a la que habíamos hecho. Desde Husserl, Merleau-Ponty, demostró cómo el *Dasein* de Heidegger quedaba por fuera del cuerpo real, lo que lleva a plantear dos goces: uno que se repite como siempre faltante y otro que itera.

"¡Sacrilegio!", gritan los que quieren hacer de una parte de la obra de Lacan una ortodoxia dependiente de algún líder.

Vociferan: la repetición es lo mismo que la iteración, ¡quién se anima a situar otro principio para el psicoanálisis que el ya conocido desde *La carta robada*! Así podemos empezar a reconocer a los ortodoxos dependientes.

También, si algunos se animan a recorrer ese tramo de su enseñanza y producir un texto, deberían para ellos ser arrojados a la basura porque ponen en peligro la mente de los jóvenes analistas (menos mal que no nos aconsejan tomar la cicuta). Tampoco están dispuestos a debatir, puesto que piensan que no hay posibilidad de debate en la escuela.

Son también los que más ahondaron y llevaron a nuestra escuela la grieta que vive nuestro país. Yo puedo dar testimonio por ejemplo de la segregación de la Sección de La Plata donde sólo fui convocado a coordinar una mesa en las jornadas, pese a que contribuí a su formación llevando desde el año 1978 el psicoanálisis lacaniano a esa ciudad.

Ahora es para ellos el tiempo de la difamación de Miller.

La conversación de Madrid los enfureció, no como a la mayoría que nos sentimos interpretados sino para hacerlos más ortodoxos dependientes y menos tolerantes con el pensamiento del otro.

Por este estado de cosas planteé la dicha solución, que no es igual a la de los 80.

Las instancias de la escuela no han roto el lazo con Miller, y funcionan.

La dicha solución es para mí que los de transferencia negativa, los aduladores, los lacanomillerianos pendientes y los ortodoxos dependientes, que se hayan sentido interpretados por usted, declaremos nuevamente el lazo que nos une a la orientación lacaniana y, por ende, con usted.

JAM 2, EOL 2.

Suyo, Lito Matusevich

* Miembro EOL-Buenos Aires.

1: Lacan, J., "Le Séminaire, livre XXIV: L'insu que sair de l'Une-bévue, s'aile à mourre, clase del 18.1.1977". En: *Ornicar?* nº 15, été, 1978.
2: Lacan, J., *El Seminario, libro 20, Aún,* Buenos Aires, Paidós, 1989, p. 24.

Sobre el triunfo de la religión

Carmen González Taboas*

Agradecí al Consejo estatutario el espacio que, en EOL-Postal, ofreció a las contribuciones de sus miembros con el título de: *Perspectivas, ideas, problemas.* Envié los 700 caracteres que, por medio de *Lacan Quotidien,* podría ampliar un poco (1). Anotaba en esas breves líneas el hecho de que, pese a que Freud, Lacan, Miller, Laurent no han cesado de tratar con el discurso analítico los fenómenos de la cultura de Occidente, nosotros parecemos muy alejados de los fenómenos propios de esta América, cuya impronta *afro indo luso hispana* ya no es posible ignorar. En la vida de la Escuela hemos repetido "la época", "el siglo XXI", "el sujeto contemporáneo", pero el malestar actual de la EOL sube desde el sedimento silenciado de nuestras culturas.

Quisiera explicarme con una observación simple. En la excelente revista *Lacaniana* n° 21 se aborda el tema del racismo; en parte con referencias a la literatura argentina. En la entrevista al escritor Carlos Gamerro se le sugiere: "En tu libro distinguís el racismo argentino del europeo…". La respuesta del escritor es generosa, pero la cuestión debería interrogarnos. En la misma revista, Sergio Laia, nuestro colega de Minas Gerais, escribe: "Los jóvenes de aquí y los del Estado islámico". Con el discurso analítico, trata la diferencia entre los jóvenes yihadistas franceses y los chicos del tráfico de drogas brasileño (2). En su Conferencia en Madrid, después del terrible atentado del 15 de noviembre de 2015 en París, publicada en *Mutaciones del sujeto contemporáneo* (3), Éric Laurent lee a diferentes autores y analiza el triunfo islámico ("Alá no es el padre, Alá es el Uno", precisa J.-A. Miller), un triunfo que hablaría del triunfo de las religiones. Es lo

dicho por Lacan en Roma: la religión, sobre todo la verdadera, daría sentido a las perturbaciones que trae la ciencia. "La religión tiene recursos que ni siquiera pueden sospecharse". En esta América ¿cuáles son sus triunfos? ¿Cuáles sus recursos? ¿Cuáles son las perturbaciones que trajo la ciencia "a esta región", continente mestizo donde habitan dos culturas nacidas muy diferentes, una afro-portuguesa, la otra indo-hispana?

De lo dicho por Éric Laurent, lo que deseo acentuar es que "se debe renunciar a la ilusión de una dirección única de la historia hacia la secularización". Me parece que si solo llamamos sujeto contemporáneo al que responde a los paradigmas de la hipermodernidad, demasiadas cosas quedarán afuera, y aparecerá esa dirección única en la historia hacia la secularización, con la consistencia de un fantasma.

En el mismo libro, *Mutaciones del sujeto contemporáneo,* se incluye una valiosa entrevista al sacerdote Hugo Mujica, pensador, católico, heideggeriano, poeta, porteño, de ascendencia vasca, sefardita e italiana, a quien se le pregunta a partir de lo que "se la ha escuchado decir", que en la sociedad hoy se ha perdido el valor de lo sagrado. La respuesta es la de un argentino con ideas; darían mucho para trabajar con el discurso analítico.

Las creencias son modos de gozar que impiden una dirección única de la historia hacia la secularización. Entonces tampoco es posible una común referencia a las Luces. Freud hablaba alemán, Lacan hablaba francés, cada uno habla de su cultura y en su tiempo. Hasta el *Zadig* de Voltaire (1694-1778) lo sabía. El genio no les ahorraba encontrarse en ese *lom* que tiene un cuerpo y no tiene más que uno, *parlêtre* aunque no lo sepa, pues habla con su cuerpo (no que el cuerpo hable). Ese cuerpo no escapa a la tierra del hombre. Nada lo salva de estar afectado en su existencia singular por la conjunción de seguridad, territorio y población (4) en la que esa existencia se encontró implantada.

¿Cómo leer el triunfo de la religión en esta América? La religiosidad (o el sincretismo) del continente mestizo, como lo llama Rodolfo Kusch (5), siempre tiene algún saber o figuración de lo que Freud y Lacan llamaron lo oculto (lo impredecible, lo sagrado, el diablo, el azar, la negatividad). Es justo preguntar ¿qué queda de lo sagrado que encontraba Kusch en el altiplano? ¿Qué de eso guarda la Buenos Aires cosmopolita, puerta de la inmigración europea, lugar de los acontecimientos de la vida política?

En Buenos Aires no es difícil excluirse de la América mestiza; se es parte de ella no sabiendo. La ausencia de un trabajo de Escuela sobre lo político de la política del país en el que se habita, da la lógica del paso al riesgo, directo y comprometido, a la política, cuando el estado de las cosas apremia. No hablo de las identificaciones o adhesiones religiosas, formas neuróticas del triunfo de la religión. Las palabras de Gustavo Dessal sobre el carácter religioso del peronismo no deben pasar de largo, lo religioso debe ser tratado como un síntoma.

El mismo triunfo de la religión se nos revela en la Escuela, cuando se captura en una fijeza religiosa la enseñanza de Jacques–Alain Miller, el que nos ha orientado, el que "ha levantado para nosotros los planos de la casa", el infatigable. El silencio obediente es siempre el triunfo de la religión del Padre. *Tenemos suerte.* Eso se mueve. *Parece haber llegado para nosotros la hora de la salvación por el síntoma*.

* Miembro de la EOL-Buenos Aires.

1: J.-A. Miller publicó como *El triunfo de la religión* la conferencia de prensa otorgada por Lacan a los periodistas en Roma (29 de octubre 1974), precedida del *Discurso a los católicos* (Bruselas, 9 y 10 de marzo 1960).
2: Tanto Éric Laurent, primero, como Sergio Laia después se sirven de un artículo de O. Roy aparecido en *Le Monde* el 25.11.2015.
3: Laurent, É., "De las crisis identitarias a los triunfos de las religiones", *Mutaciones del sujeto contemporáneo*, Buenos Aires, Grama, 2016, p. 17.
4: Foucault trata esta trilogía en sus clases del Collège de France (1977-1978): *Seguridad, territorio y población*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2009. Extraigo de ese libro los términos para usarlos en mi lectura, con Lacan. La idea de seguridad es esencialmente diferente, pues no hablaremos de otra seguridad que la de *lalengua* en tanto experiencia de goce que se anuda al cuerpo-imagen, sin lo cual el *parlêtre* quedará afectado en su "sentimiento íntimo de la vida" (J. Lacan, "De una cuestión preliminar a todo tratamiento posible de la psicosis", *Escritos 2*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1985).
5: Rodolfo Kusch (1922-1979), antropólogo y filósofo argentino, profesor de Filosofía en la Universidad de Salta. Investigador del pensamiento latinoamericano. Existen numerosos trabajos y sus *Obras Completas* (Rosario, Fundación Ross, 1998-2003). Para una buena entrada al pensamiento de R. Kusch, véase García, J.J., "Lógicas del mal" en *Revista Dispar* n° 9, Buenos Aires, Grama, 2012, p. 113.

Resonancias en la NEL frente a la Conferencia de JAM en Madrid

Continuación de Lacan Cotidiano *publicado en* LQ *nº 704, el 24 de mayo 2017*

Por Susana Dicker*

Respondo al pedido de una reflexión acerca de la conferencia de JAM en Madrid hace una semana, no sólo porque es un pedido que viene desde la instancia conductora de la Escuela sino porque dicha presentación me ha impactado —como a tantos otros— en mis fibras más íntimas.

Reconozco que cuando llegó la invitación a escucharlo, por primera vez en los años en que me siento convocada por mi transferencia hacia el psicoanálisis de la orientación lacaniana, a la Escuela y al mismo Jacques Alain Miller, tuve "pereza" de hacerlo.

Actualmente tenemos una actividad arrolladora en la Escuela que nos insume, a menudo, los fines de semana. Y, de repente, tener que salir a las 6,30 h. de la mañana de un sábado para escuchar desde la sede a Miller, para hablar de lo que el título de la conferencia convocaba, me originó cierta rebeldía. Pero escucharlo en esa conferencia y luego verlo intervenir con los colegas que acercaron sus intervenciones, fue más allá del efecto que su acto tuvo como interpretativo. Efectivamente, me despertó y sacudió mi "sueño de neurótica" y mi posición con respecto a la Escuela y a la posibilidad de pensar una política del psicoanálisis comprometida con lo social, con el terreno de lo público.

¿Qué "restos fecundos" quedan para mí *a posteriori,* cuando la palabra

"conferencia" resulta mezquina para describir el acto de un "colérico" apasionado, pero también el de un analista que elige "Ser hereje de la buena manera" (1), que elige decir qué es lo insoportable para él, como hombre y como analista, pero que también puede decir: "Algo muy bueno ha salido de este momento equívoco"? Y que a continuación nos habla de su proyecto: "Hacernos presentes no sólo en la clínica individual, sino también en la psicología individual en tanto colectiva… como psicoanalistas que pueden aportar algo en este momento de la cultura".

En esta conferencia-interpretación, Miller se hace responsable de su enunciación y de lo que ofrece como su proyecto. Y pone nombre a una revista a la que presenta como una publicación con referencia a Lacan y sin dogmatismo alguno. Una revista internacional de política lacaniana con un nombre lacaniano: *Heretic.*

Y, en mi caso, analista con formación en la Escuela de Lacan, pero no sin Miller, no sin su deseo y su pasión, renuevo mi apuesta por el discurso analítico, por su ética, en un momento coyuntural donde su invitación es a una toma de posición, a decir "no" cuando no está asegurado el Estado de derecho, cuando las identificaciones "hacen masa", pero a decir "presente" en los debates sobre el malestar de la cultura actual.

* Miembro NEL –Guatemala.

1: Lacan, J., *El Seminario, libro 23, El Sinthome*, Buenos Aires, Paidós, 2005, p. 15.

Una "resonancia" que intenta ser "réplica". *Por Lorena Greñas de Contreras**

Asistir a una videoconferencia de J.-A. Miller coordinando la conexión desde nuestra sede me generó cierto entusiasmo pero también la sensación de que se trataba de "una más" en el cúmulo de las diversas actividades de la Escuela y en consecuencia, sentía que dicha actividad daba cuenta del *automaton* que está del lado del buen funcionamiento tanto de la AMP como de sus Escuelas, al que se refirió Miller en su conferencia, que como bien sabemos nos permite dormir.

¿Cómo dar cuenta del efecto que me produjo escucharlo? Tal vez refiriéndome a otra experiencia que viví muchos años atrás, una madrugada en que también dormía cuando el rugido de la tierra con su sacudida feroz me despertó abruptamente: un terremoto azotaba Guatemala. En esa oportunidad, los primeros momentos fueron de confusión y luego la angustia me desbordó, urgiéndome a moverme para salir pero también para encontrar a los otros y hablar.

Si bien la sacudida del sábado 13 no fue tan intensa, sí fue del orden del trauma y produjo un agujero en forma de interpelación para mí. La voz de Miller y sus palabras-golpe en la línea de lo que planteó Tarrab,[1] me llevaron a elaborar…

"Hablar con decisión", dice Miller, y *a posteriori* traduzco para mí: Atreverse a tomar una posición, a explicitarla, buscar que mis acciones sean congruentes con ella y a asumir sus consecuencias… lo opuesto a la cobardía que puede justificarse de tantas formas y esconderse fácilmente, especialmente por la vía del *affectio societatis.*

Sin lugar a dudas, Miller encarna un deseo que le mueve en lo que se propone a sí

mismo y nos propone a cada uno de los integrantes de las Escuelas: llevar el psicoanálisis de la orientación lacaniana al campo de la política. Él es claro y contundente, se trata de evitar las identificaciones masivas, el "para todos"… la elección es de cada uno. Entonces, ¿qué me causa?, ¿cómo me posiciono ante su invitación a partir de los significantes desde los que hablo? ¿Es ese un deseo que anida en mí?

Fue un instante de ver al que sigue el tiempo de comprender… Intento que mi momento de concluir este del lado de lo herético, en la línea de lo que señaló Miller: El hereje es el que elige. Asimismo, me pregunto: ¿Cómo lograrlo en lo colectivo, a nivel de la Escuela?

Más allá del sentido de lo que Miller señaló, me impactaron su voz y sus jadeos que me confrontaron con su fuerza, su poder, la autoridad que representa para mí y al mismo tiempo, con su castración; ésta última humanizó su conferencia y la alejó de quedar del lado del superyó.

Luego de un gran terremoto, siguen las "réplicas", movimientos telúricos que no suelen ser tan intensos pero que pueden tener importantes efectos en un terreno ya impactado. Mi deseo es que estas "resonancias" se inscriban ahí.

* Miembro NEL-Guatemala.

1: Tarrab, M, "El reverso de la fiesta y las calamidades de la identificación", *Lacan cotidiano* nº 697, suplemento especial.

Efectos *d'École* y efectos *de colle*

Daniela Fernandez*

Los grupos de la EOL

¿Es que los resortes analíticos de la lógica de los "grupos transferenciales" de la EOL, no son los mismos a los cuales responde la lógica de los "grupos partidarios" cuya presencia constatamos en dicha Escuela? Al menos, podemos postular que la lógica de los "grupos transferenciales" sólo puede haber favorecido la permeabilidad de la EOL frente al fenómeno de los "grupos partidarios", que Jacques-Alain Miller puso de manifiesto en Madrid.

Aceptar llamar "transferenciales", a "los grupos de la EOL", plantea para mí un problema. Freud y Lacan advierten que el analista no debe utilizar el poder que la transferencia le otorga. En una Escuela de psicoanálisis, la transferencia analítica no produce necesariamente, como resultado, la conformación de dichos grupos. No creo que la lógica de los grupos sea un destino fatal para la EOL, solo porque dicha Escuela haya sido creada en sus comienzos a partir de grupos consolidados.

Por otro lado, la lógica de los grupos "transferenciales" o de los grupos "partidarios" responde a la ideología de las clasificaciones, que como analistas de orientación lacaniana nos proponemos justamente combatir. En este sentido, me parece insostenible decir que en la EOL, no se puede no estar en algún grupo. Esta proposición anularía o desconocería el resto, eso que no entra en ningún casillero, eso que no se deja reabsorber por ninguna clasificación, la singularidad, que es justamente a lo que apunta

un análisis, y lo que la AMP con Jacques-Alain Miller a la cabeza, empujando incansablemente y con determinación, defiende hace ya muchos años en contra de "la máquina de impostura" de la evaluación, que nos quiere a todos encasillados.

¿Qué estamos haciendo, por ejemplo, cuando llega el momento de proponer colegas para que escriban para la revista de la Escuela y sistemáticamente proponemos analizantes que se analizan con nuestro propio analista, o cuando para conformar un equipo de trabajo, convocamos exclusivamente a nuestros compañeros de diván, o aún cuando creemos optar en sentido contrario eligiendo entonces un colega de cada "grupo" para así intentar mantener la equidad en la EOL? En todos estos casos, no hacemos más que dar consistencia a los famosos grupos. Del laberinto, se sale por arriba.

¿Qué estamos interrogando cuando se propone el nombre de un colega para conformar un equipo y se pregunta antes que nada "con quién se analiza"? ¿A qué apunta dicha pregunta? ¿Qué creemos saber sobre ese ser hablante cuando se nos dice el nombre de su analista? ¿Qué lógica estamos alimentando cuando contabilizamos "cuántos AE produjo cada analista"? Hace ya algunos años, Jacques-Alain Miller señaló que los analizantes no son obra de sus analistas. Si así nos lo advirtió, es porque en efecto, se trata de un riesgo presente para los analistas y del cual siempre debemos cuidarnos.

En una Escuela de psicoanálisis, tal como la concibió Jacques Lacan y la realizó Jacques-Alain Miller, no podemos aceptar que una causa grupal o una causa partidaria se superponga o suplante a la causa del deseo.

El Más-Uno que anuda la AMP

¿Qué estamos haciendo cuando le ponemos un *like* o compartimos en nuestro muro de facebook el texto de un colega, miembro de la AMP, que ataca a la función necesaria que Miller ocupa en dicha asociación y que además exhibe en su muro, insultos dirigidos a Miller que son el efecto de su propio texto que posteó? En tanto que miembros de la AMP, dada la función que Jacques-Alain Miller ocupa para dicha asociación, insultarlo o atacar dicha función en las redes sociales, así como caucionar todo eso con un simple *like,* es atacar públicamente, a su vez, a la AMP, a la EOL, a sus dispositivos y a numerosos espacios de trabajo en los que participamos, y a nosotros mismos en tanto que miembros de dicha asociación.

La cólera operatoria de Miller

Cuando dicha cólera aparece, la leo como una alerta que nos indica que la causa analítica no está en su lugar, que se encuentra taponada, que no respira, o que el psicoanálisis está siendo atacado. Una y otra vez, esto puede ocurrir. De hecho, seguirá ocurriendo. Cuando Jacques-Alain Miller opera con su cólera, no necesito comprender todo lo que hace y dice, ni tampoco estar de acuerdo en todo con él, para poder hacerle confianza en su función de Más-Uno guardián de la causa analítica en la AMP, que ya ha demostrado saber ocupar, con lucidez y determinación, numerosísimas veces (crisis del CPCT, crisis del pase, *Amendement Accoyer, Rapport* Cléry-Melin, *Livre noir de la psychanalyse,* avance de las TCC, batalla del autismo, regulación del ejercicio de la psicoterapia en diferentes países, el *affaire* Mitra, los ataques de Michel Onfray a Freud y al psicoanálisis, etc.) Cuando Jacques-Alain Miller aplica su cólera operatoria, se declara en mí un estado de alerta, y no hace falta que él me lo diga dos veces. Luego, se abre un tiempo para comprender, del que siempre extraje algo de saber. En esos momentos, en que esa cólera-

señal nos advierte que el psicoanálisis está en riesgo, no hay grupos ni fidelidades que cuidar, sino la relación de cada uno con la causa analítica.

El Uno contiene un agujero

En el último Congreso de la AMP en Río, Jacques-Alain Miller realizó un acto extraordinario, cuando en plena plenaria nos sorprendió cavando un agujero en vivo. Luego de treinta años, por primera vez, Miller agujereó la plenaria en la que todos esperábamos que anuncie cuál sería el tema del próximo Congreso. ¡Sorpresa! Miller no estaba más, estando allí por supuesto para encarnar el agujero, realizando de ese modo un acto corajudo y muy demostrativo de lo que justamente se trataba de elaborar en dicho Congreso: el inconsciente real y la manera de interpretar que se deduce del mismo. Luego del S-R-I de los tres últimos Congresos, y luego de su último curso *El Ser y el Uno* que introduce un corte en su Orientación lacaniana, Miller nos confrontó con un agujero. Su lógica es implacable. Leo ese acto realizado por Miller, como un don y una apuesta mayor para nuestra comunidad analítica: transmitir la castración, dar lo que no se tiene, presentificar algo inexplicable.

¿Qué haremos en la AMP y sus Escuelas, qué hará cada uno de nosotros, con ese agujero operatorio y saludable? ¿Aceptaremos el desafío que Jacques-Alain Miller nos propuso?

La EOL respira mal. Hoy se volvió manifiesto gracias a la intervención de Miller en Madrid. Como ya nos lo advirtió Lacan, para el psicoanálisis, la bomba vendrá desde adentro. Pero su enseñanza nos ofrece múltiples herramientas para desactivarla, y poder operar incansablemente, recomenzando una y otra vez, para que la Escuela respire mejor y sea el lugar donde la relación de cada uno con la causa analítica no sea sofocada. La lógica de la permutación, la distinción entre discurso del amo y discurso del analista, la categoría del no-todo, la separación de los ideales y el objeto *a,* el Más-Uno del nudo borromeo, lo real, entre tantas otras más. Esta es una gran ocasión para la EOL.

En su texto del cuco, que precedió a su conferencia en Madrid, Jacques-Alain Miller nos invita "¡A despertar! ¡A hablar!". Espero que la Conversación de la EOL del próximo 9 de junio y el análisis de cada uno, sean buenos lugares para honrar dicha invitación.

* Miembro de la ECF y la EOL.

La herida y el cuchillo

Diana Paulozky*

Querido Jaques-Alain Miller, Ud., como Baudelaire, habla para despertar.

Es un rasgo que celebro.

También hoy, como Baudelaire, Ud. podría decir: "¡Yo soy la herida y el cuchillo!".

Es evidente que Ud. está herido, y ¡cómo no estarlo!!!!!

Pero, y el cuchillo, ¿dónde lo puso? En un síntoma de la EOL, que contrariaba los propios principios analíticos ya que, a mi entender, esos principios han sido eclipsados,

fagocitados, por la política. El fanatismo no sólo ciega, sino que es incompatible con nuestra orientación.

Freud mismo, en una carta a Einstein (el 26 de febrero de 1930) le confiesa su profundo desprecio por toda forma de fanatismo. Le ratifica su orgullo de ser judío sin compartir "extravagancias sagradas".

El psicoanálisis, lo sabemos, está del lado opuesto de cualquier extremismo.

En la EOL-Buenos Aires, ¿será que la nostalgia de los grupos y sus líderes, ha pesado más?

Así lo pienso, porque ha encontrado su retorno.

En Córdoba, que también es Argentina, muchos, la mayoría, han sido tomados por la así llamada izquierda lacaniana.

Sin embargo, como en nuestra historia sólo había un solo grupo, "El Ateneo Psicoanalítico", las diferencias políticas, que las hay, no quebró nuestro compromiso con la causa analítica.

Me encuentro en esa minoría que se aferró más que nunca a los principios analíticos y he podido trabajar junto a mis colegas, más allá de estas diferencias y manteniendo intacto el *affectio societatis* que nos une.

La intromisión de la política en la comunidad ha producido grupos y partidismos allí donde ya los había. No sucedió en Córdoba.

¿El Psicoanálisis en la política? Es todo un desafío que con seguridad Ud. va a poder llevar a cabo, no sin otros, entre los que espero contarme.

Con el cariño y el respeto de siempre

Diana Paulozky

* Miembro EOL-Córdoba

Hablar con propiedad

Jessica Jara*

Existen al menos dos antecedentes válidos y oportunos (2014) para este debate que se retoma. Se trata del *Boletín de la Intersección…,* convocado por el Directorio Provisional de la NEL-Caracas ante "la crisis", esfuerzo que siguió a la conversación sobre la "difícil situación en Venezuela" en los "latigazos", sección "Situaciones inquietantes", de *The Lacanian Trasatlántica de Investigación (Látigo).*

¿Es un "error" pensar que quienes viven esas "situaciones inquietantes" —aún si se les han tornado familiares—, pueden hablar con mayor "propiedad" sobre lo que les acontece?

Lacan remite el racismo al ascenso de los mercados comunes, a la fraternidad del cuerpo: el choque de goces cuando nos mezclamos. Rechazamos el goce del otro, desconociendo la extimidad. Queremos imponerle el nuestro al "subdesarrollado". Cuando estamos separados, dice Lacan, lo que hay son fantasmas inéditos. Resulta que varias opiniones vertidas en este debate parecen querer con-vencer en virtud de fantasías románticas —hasta bucólicas— y, cada vez, menos poéticas.

Es inquietante que al gobierno venezolano se le justifique lo injustificable y se ponga ello a la cuenta del "error político". Incluso se ha dicho que el comunicado de la AMP es un "error institucional". Se acusa de "error de apreciación" a quienes disienten de Un proyecto de fraternidad que no se conmueve por el precio que "el pueblo" está teniendo que pagar porque ese simulacro democrático continúe en el poder. Y, si eso se repite, amerita ser leído.

¿Por qué se hablaría de "error político" si no es para liberar a los nuevos libertadores de cualquier intención y responsabilidad sobre sus actos y decisiones? Un error-político, en principio, no constituiría síntoma ni llamaría a la interpretación. No querría decir nada a nadie, siendo un puro acto evacuado del sentido. Si así fuera, el progreso existiría y nada giraría en redondo.

La mañana del domingo 7 de febrero del 2010 el entonces presidente Chávez expropió tres edificios en menos de cinco minutos:

> *"Hugo Chávez: …Ese es un teatro antiguo, ¿no era?... Ajá, pero eso está en manos del gobierno, ¿verdad?… Y ¿este edificio?*
> *Alcalde: … Tiene comercio privado de… joyería.*
> *H.CH. Exprópiese, exprópiese.*
> *Alcalde: De acuerdo.*
> *H.CH.: ¿Y aquel edificio…? …*
> *Custodios del Libertador: (aplausos).*
> *H.CH.: …En aquella casita que está allá vivió Bolívar recién casado… Exprópiese. Este edificio de aquí, ¿cuál es?*
> *Alcalde: También.... tiene locales comerciales de propiedad privada.*
> *H.CH.: Exprópiese Señor Alcalde, exprópiese.*
> *C. d. L.: ¡Uuuuuuh!… (aplausos).*
> *H.CH.: Tenemos que convertir —hola Jorge, ¿cómo estás?— tenemos que convertir esto en un gran centro histórico, centro histórico que lo es pero, retomar un proyecto arquitectónico histórico… Estamos en el corazón de Caracas. Caracas, Caracas la rebelde. ¿Cómo estás tú?".*

En los trece años del gobierno de Chávez se expropiaron 1.440 empresas. Y era legal. Por decreto, lo que pase a ser un "bien de interés cultural" se lo puede adjudicar el Estado —incluso se emitió una carta para desalojar al Ateneo adonde llegó Lacan en su viaje a Sudamérica. La "Ley de Propiedad Social" faculta para "declarar la utilidad pública… para asegurar la producción socialista".

¿Podemos pensar que esa expropiación masiva, esa arbitrariedad es un error, aún un "error-grosero"? ¿Es legal incluso si Chávez dijo el domingo en *Aló Presidente* que acababa de conversar con la presidenta del Consejo Municipal para que el lunes declare de utilidad pública los edificios declarativamente expropiados, y que firmará esa afectación el martes?

Se trata de una "amenaza de expropiación" de lo que aún no está "en manos del gobierno". Amenaza que se realiza desde el lugar de Un protopadre, al que Lacan llama "perorante-Után". Uno que se cree dueño de todos los objetos del goce y que con su acto busca expropiar la voluntad ("Exprópiese Señor Alcalde"). Lamentablemente, la sociedad se ha dividido entre quienes son expropiados o correrían el riesgo de serlo y, los

que gozan viendo el espectáculo y aplauden jubilosos a la envidia que camina. Y ¡míralos cómo gozan! Un *bullying* de gran magnitud que no acaba. "¿Cómo estás tú?", dice la voz a otro.

Los custodios cust-odian. Una mirada envidiosa se conecta con la voz que surge en medio de una perorata infernal que co-manda que se ejecute la orden. La "propiedad privada", lo propio, es el punto de odio del régimen populista. Ese empuje criminal por apropiarse hasta de los restos de lo ajeno conduce a lo peor. Si, antiguamente, la perorata era la parte más importante del mensaje donde se exponían y sostenían las argumentaciones, el acto ha llegado a ese lugar.

El "exprópiese" es repetido hoy por Maduro, de otro modo. En su "primera vez" cerró un "debate" con un decreto, diciendo: "Como hay un debate de quién es el terreno, si es de aquí, si es de allá, ya no es de más nadie, ahora es del pueblo a partir de este decreto". Así, hay un terreno del que no se sabría de quién es (de dónde es, ¿es de aquí, es de allá?). Conclusión: el terreno ya no es de más nadie/es del pueblo. ¿De qué pueblo habla Maduro? ¿De los dueños de la tierra, de sus habitantes, de los líderes que lo guardan, del gobierno, de todos, de nadie? Más que ante una perorata estamos ante una falacia-intencional, ante un sofisma o peor, pero que sí que tiene como finalidad inducir al error.

Los analistas nos ocupamos de lo inquietante, de lo ajenamente-propio que, topológicamente, siempre tiene una conexión con lo público. Aquello que no podrá nunca ser expropiado. Hablemos con propiedad. Es impropio y falaz decir que salir de esta arbitrariedad en tierra de nadie/del mandante/del pueblo, es necesariamente estar a favor del neoliberalismo. Debemos hacer un esfuerzo más, no por la fraternidad que vehiculiza el racismo, sino por salir de la perorata nefasta. Es una apuesta ética por ir lidiando con lo real de la política. Una política que cuente con el malentendido, una que no sea un puro partidismo mortífero del "¡porque sí y ya!".

* Asociada de la Sede NEL-Guayaquil.

Herético

Gabriel Roel*

"La revolución la hacen los Trotskys,
pero los que mueren son los Brodstein".
Dicho idishe

En el pasto criado sin carneros
los camellos no pasan por el ojo
pastan tormenta en ripio propio.

Percutido tiempo
Sin hexámetros
El silbo yugular
a resto sintomático.

Brazal de los retornos
sueño compartido de
excepción
—*transformación*
en lo contrario—.
Oro del relato
en el amo de
las trapisondas.

Identificación a mansalva en el agite
de abollar los disensos. Palos del palo
al palo y a la bolsa, transparente media
sombra, infante soldadesca de asesor
y funcionario.

* Asociado de la Sede NEL-Ciudad de México.

Lacan Cotidiano
Redactor jefe: Miquel Bassols
Redactora adjunta: Margarita Álvarez

Comité ejecutivo:
Jacques-Alain Miller, presidente
Miquel Bassols, Eve Miller-Rose, Daniel Roy

Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur
1, avenue de l'Observatoire, Paris 6e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).
Rédacteur en chef : Daniel Roy (roy.etenot@gmail.com).
Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.
Chroniqueurs
(à venir)
Maquettistes : Cécile Favreau (Mi-dite) ; Luc Garcia.
Électronicien : Nicolas Rose.
Secrétariat : Nathalie Marchaison.
Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.
Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Eve Miller-Rose ; Daniel Roy.

POUR ACCEDER AU SITE LACANQUOTIDIEN.FR CLIQUEZ ICI.